

Quand la santé fait son bilan carbone

Le secteur représente 8% des émissions françaises de gaz à effet de serre. Mais la notion d'écoconception des soins fait désormais son chemin chez les professionnels. Au programme : prévention, diminution des prescriptions et chasse au gaspi.

Il existe une forme poudre sans gaz du salbutamol. Si elle convient au patient, c'est une alternative moins toxique pour l'environnement.
FELIPE CAPARRÓS / STOCK.ADOBE.COM

ANNE PRIGENT
@AnnePrigent1

ENVIRONNEMENT «Saviez-vous qu'une opération chirurgicale a le même bilan carbone qu'un aller-retour Paris-Lyon en voiture, et qu'elle produit autant de déchets qu'une famille de quatre personnes pendant une semaine?», interpelle le Pr Karem Slim, chirurgien au CHU de Clermont-Ferrand et secrétaire général du Collectif écoresponsable en santé (Ceres). Peu de professionnels de santé et encore moins de patients connaissent ces données. Car si l'on parle souvent des effets du changement climatique sur notre santé, on se préoccupe beaucoup moins de l'impact du secteur de la santé sur l'environnement. Pourtant, les hôpitaux mais aussi les professionnels de santé libéraux utilisent de l'énergie en quantité, consomment de multiples ressources (plastiques, papier, métaux, eau...) et produisent bon nombre de déchets. Par exemple, 700 000 tonnes de détritrus sortent chaque année des établissements de soins et 700 à 1 200 litres d'eau y sont consommés par jour et par patient... En France, le secteur de la santé représenterait, à lui seul, 8% des émissions de gaz à effet de serre. Cette évaluation a été réalisée en 2021 pour The Shift Project, une association qui s'est donné pour objectif l'atténuation du changement climatique et la réduction de la dépendance de l'économie aux énergies fossiles.

«C'est le paradoxe. Nous sommes là pour soigner la population, mais ce faisant nous produisons des gaz à effet de serre qui vont avoir un impact négatif sur sa santé», explique le Dr Eva Kozub, qui pilote le groupe de travail dédié à la santé planétaire

«Il y a plein de mesures susceptibles d'assurer la qualité des soins tout en maîtrisant leur impact environnemental!»

DR ALICE BARAS

au sein du Collège de la médecine générale. «Dans ce contexte, le seul moyen de garantir le meilleur état de santé possible à la population, c'est à la fois de réduire l'impact écologique des soins et d'éviter que les gens ne soient malades. Cela signifie faire de la prévention et de la promotion de la santé dans toutes les politiques publiques», surenchérit le Dr Alicia Pillot, qui fait également partie du groupe. Ce qui, pour les médecins comme pour les patients, relève du changement complet de logique.

«Le deuxième levier d'action est l'écoconception des soins. Il y a plein de mesures susceptibles d'assurer la qualité des soins tout en maîtrisant leur impact environnemental! Nous pouvons en être ambassadeurs auprès des patients. Ce qui est bon pour l'environnement est bien souvent bénéfique aussi pour notre santé. Ainsi, proposer des conseils, comme privilégier une alimentation moins carnée, locale, de saison, se déplacer à pied ou à vélo plutôt qu'en transport carboné chaque fois que possible, c'est gagnant-gagnant!», martèle le Dr Alice Baras, auteur du Guide du cabinet de santé écoresponsable (Presses de l'EHESP), et qui a contribué au rapport publié par The Shift Project, «Décarboner la santé».

Mais avant de récolter les fruits d'une véritable prévention, il est possible de diminuer l'empreinte carbone des soins. Première cible des prescripteurs : les médicaments et dispositifs médicaux. À eux seuls, ils sont en effet pour la moitié des émissions carbone du secteur mais sont aussi responsables de pollutions de l'air, de l'eau et des sols, à toutes les étapes (fabrication, transport, élimination). «Aujourd'hui, nous de-



vons nous interroger pour chaque prescription : est-ce que le patient a vraiment besoin de ce médicament? Lequel peut-on peut enlever? Quelle est sa toxicité pour l'environnement?», explique Eva Kozub. En clair, il s'agit d'alléger les ordonnances, le meilleur médicament pour l'empreinte environnementale étant toujours celui qu'on ne prend pas. D'autant plus que la sobriété médicamenteuse est non seulement bénéfique pour la planète, mais aussi pour les malades. Limiter le nombre de médicaments, notamment chez les personnes âgées, diminue en effet le risque d'effets indésirables et d'interactions médicamenteuses.

Bien évidemment, il n'est pas question de nuire aux patients : un médicament indispensable doit être

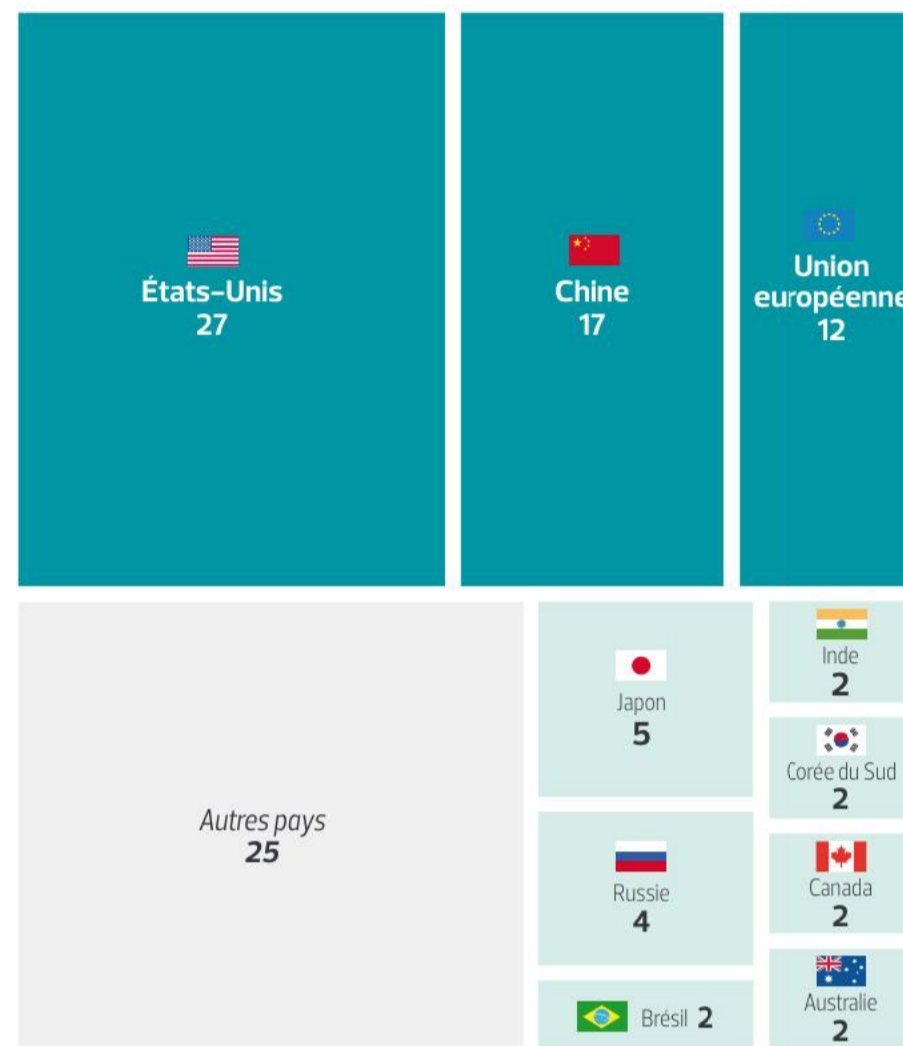
prescrit. Mais il est alors possible d'opter pour le médicament le moins néfaste pour la planète. «Par exemple, pour le salbutamol (Ventoline NDLR), médicament de l'asthme, il existe une forme poudre sans gaz. Si elle convient au patient, c'est une alternative moins toxique pour l'environnement», illustre le Dr Eva Kozub. Autre exemple, celui des gaz utilisés lors des anesthésies. La société française d'anesthésie-réanimation (Sfar) les a tous évalués. «Elle a notamment proposé de bannir le protoxyde d'azote, qui est un gaz à fort effet de serre, pour le remplacer par des alternatives médicamenteuses et non médicamenteuses (hypnose) aussi efficaces et moins émettrices», explique le Pr Patrick Pessaux, chirurgien au CHU de

Strasbourg et président du Ceres. Mais pour le moment, ce type de recommandations ne concerne pas tous les produits de santé. Et pour faciliter les choix des médecins soucieux du bilan carbone de leurs prescriptions, le Pr Patrick Pessaux suggère de mettre en place un Ecoscore, un peu sur le modèle du Nutri-score pour l'alimentation.

En attendant, de plus en plus de services et d'établissements de santé font la chasse au gaspi. Il faut dire que les sources de gaspillage sont nombreuses : paquets de compresses stériles utilisés partiellement, multiplication des petits instruments de chirurgie à usage unique plutôt que réutilisables, seringues de produits anesthésiants préremplis avant les

Les dix principaux émetteurs de carbone du secteur de la santé représentent 75 % des émissions mondiales totales du secteur

PART DES ÉMISSIONS DE GES* DU SECTEUR DE LA SANTÉ PAR PAYS, en %



Source: The Shift Project * gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé représentent 8 % du total des émissions françaises

RÉPARTITION DES ÉMISSIONS DE GES* DU SECTEUR DE LA SANTÉ EN 2021, en millions de tonnes de CO₂



Infographie LE FIGARO

46 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an : ce sont les émissions de gaz à effet de serre par le secteur de la santé en France (Source : The Shift Project)

33 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur de la santé sont liées à l'achat de médicaments, suivi de l'achat de dispositifs médicaux (21%)

1 tonne de déchets par lit et par an est produite dans les établissements de santé français, soit 3,5% de la production nationale de déchets (Source : DGS, 2016)

Six gestes écoresponsables adoptés dans des établissements de soins

RECYCLER ce qui ne peut pas être réutilisé, rationaliser le transport des patients, miser sur les énergies propres, favoriser les achats responsables et locaux... Certains établissements de soins ne sont pas avertis d'idées pour améliorer leur bilan environnemental.

► Sureballer pour jeter moins

Dans le cadre de l'hospitalisation à domicile, le matériel livré mais non utilisé doit être jeté. Pour éviter ce gaspillage, l'hospitalisation à domicile de Nancy a mis en œuvre un sureballage. «En cas de non-utilisation, le 2^e emballage est retiré et l'équipement peut repartir dans le circuit», explique Véronique Mollères. Une personne en situation de handicap est dédiée à ce travail.

► Recycler les lames en inox

Depuis 2017, les salles de chirurgie et endoscopie digestive du CHU de Strasbourg récupèrent les lames en inox non réutilisables. En 2020, 276 kg d'inox ont été récupérés pour 5 salles de chirurgie adultes et 4 de

chirurgie pédiatrique. En 2021, 800 kg. «Le but est d'étendre cette récupération aux 55 salles opératoires de l'ensemble des blocs opératoires des hôpitaux universitaires de Strasbourg. Nous estimons qu'environ 4,5 tonnes d'inox peuvent être récupérées chaque année», souligne le Pr Patrick Pessaux, chirurgien et président du Collectif écoresponsabilité en santé (Ceres).

► Du covoiturage pour les patients dialysés

L'Hôpital privé Nord parisien (Sarcelles, Val-d'Oise) a covoituré 61% de ses patients dialysés entre 2015 et 2019. Résultat : 41% de rejets en moins de gaz à effet de serre, et 200 000 euros non facturés à l'assurance-maladie. Interrompu en raison du Covid, le dispositif reprend progressivement.

► S'adresser aux achats responsables

La clinique de Montberon, établissement psychiatrique privé de Haute-Garonne, s'est dotée d'une charte des achats responsables. Les produits de nettoyage

sont écolabellisés et sans phosphate. Les détergents, quant à eux, sont livrés en poche plastique sous vide et sans emballage. Côté restauration, le boulanger du village livre le pain tous les matins et la viande est achetée au boucher d'à côté. Les barquettes plastique n'ont plus cours et laissent place à une vaisselle lavable.

► Poser des panneaux solaires

En 2021, la polyclinique Saint Privat à Boujan-sur-Libron (Hérault) a installé 2 200 panneaux photovoltaïques sur 4 200 m² de parking. Ce qui a entraîné 25% d'économie d'énergie sur l'année.

► Renouer avec l'eau et le savon

L'équipe de la maternité du CHU de Nice a analysé tous les soins dans son service qui demandaient l'utilisation d'un antiseptique. Sur les 8 soins analysés, 5 se font désormais à l'eau et au savon, 3 ont conservé l'utilisation d'un antiseptique. ■

A. P.

interventions chirurgicales non injectées, tenues des soignants en papier plutôt qu'en tissu... Mais, surtout, «la situation actuelle environnementale mais aussi les ruptures d'approvisionnement nous amènent à revoir nos façons de procéder, à réfléchir autrement. Aujourd'hui, nous devons nous poser à nouveau les bonnes questions en suivant la règle des 5R : réduire, réutiliser, recycler, rechercher et repenser», affirme le Pr Valérie Sautou, responsable de la pharmacie hospitalière de Clermont-Ferrand. Ainsi, la maternité du CHU de Clermont-Ferrand va abandonner les kits d'accouchement non réutilisables pour du matériel réutilisable à stériliser. «Nous avons

Évaluer les émissions de chaque médicament

SÉBASTIEN TAILLEMITE préside la société Ecovamed, qui évalue l'empreinte carbone des produits pharmaceutiques.

LE FIGARO. - Qu'est-ce qui pèse le plus dans l'empreinte carbone des médicaments?

Sébastien TAILLEMITE. - Le plus souvent, la fabrication du principe actif. Vient ensuite la production du médicament, avec de grandes disparités selon les formes pharmaceutiques. Les émissions indirectes liées à la recherche et développement et aux fonctions supports des laboratoires sont non négligeables mais beaucoup plus difficiles à estimer et à attribuer aux différents médicaments. Contrairement à ce que l'on pense, le transport pèse peu comparativement à la fabrication des ingrédients, mais les matières premières produites en Inde ou en Chine sont beaucoup plus carbonées que celles qui le sont en Europe : l'électricité y est issue principalement du charbon, ce qui émet 10 à 15 fois plus de CO₂ qu'en France.

Quelles formes pharmaceutiques sont les plus émettrices?

Les formes injectables sont plus

calculé que pour un surcoût de 2000 euros par an, nous économisons l'équivalent trois tours du monde en voiture et de la consommation en eau de quatre piscines municipales», souligne le Pr Valérie Sautou. Un exemple parmi d'autres.

De plus en plus d'équipes soignantes et d'établissements de santé multiplient en effet les initiatives pour des soins écoresponsables. «Notre association, qui fédère les établissements de santé engagés dans une démarche de développement durable, voit son nombre d'adhérents exploser depuis deux ans», témoigne Véronique Mollères, directrice de l'association C2DS, dont l'un des objectifs est de partager les pratiques de terrain. Des exemples qui sont appelés à devenir la norme. ■

DES RÉSIDUS PHARMA-CEUTIQUES DANS LES RIVIÈRES

On trouve des résidus de médicaments dans les cours d'eau du monde entier, a rappelé une étude publiée dans les Pnas en février dernier. Selon les chercheurs, un quart des sites étudiés présentaient des niveaux de pollution potentiellement dangereux pour la biodiversité aquatique ou préoccupants pour la résistance aux antibiotiques. Les concentrations maximales ont été décelées dans des régions du monde pauvres en infrastructures de traitement des eaux usées et de gestion des déchets ou à proximité des usines de fabrication de produits pharmaceutiques. En France, on trouve certes des traces de paracétamol, d'hypolipémiants, d'antiépileptiques, d'antibiotiques ou d'antidépresseurs, mais à des concentrations très faibles, tout au plus de l'ordre du µg/l et en proportion réduite comparée à d'autres micropolluants, comme les pesticides ou les microplastiques. ■ A. P.

Peut-on avoir des bilans différents pour un même principe actif et une même forme pharmaceutique?

Nous avons fait une étude sur la metformine, un antidiabétique, et une sur l'ibuprofène. Selon les producteurs de principe actif, il peut y avoir des différences sur le bilan carbone allant du simple au double pour la metformine et du simple au triple pour l'ibuprofène. Il serait intéressant de pouvoir donner cette information aux professionnels de santé et aux patients, car à médicament équivalent, choisir le meilleur bilan carbone ne coûte pas forcément beaucoup plus cher. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. P.